

A close-up portrait of Emmanuel Macron, the President of France, looking slightly to the right with a subtle smile. He is wearing a dark blue coat over a light blue shirt and a dark tie. The background is blurred, showing other people.

Emmanuel
Macron
avec
VOUS

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE - 10 ET 24 AVRIL 2022



SOMMAIRE

Lettre aux Français 3

LE PACTE ENTRE LES GÉNÉRATIONS

Pour nos enfants 6

Pour notre santé 8

Pour nos aînés 10

**Bien vivre partout
en France 11**

LE PACTE POUR LA PRODUCTION

**Atteindre le plein emploi et
mieux vivre de son travail 12**

**Planifier la transition
écologique 14**

**Une France créative
et productive 16**

LE PACTE POUR LA RÉPUBLIQUE

**La République des droits
et des devoirs 18**

**Nos valeurs et nos lois
ne sont pas négociables 20**

**La démocratie et notre
souveraineté ne sont
pas négociables 22**

Mes chers Compatriotes,

Nous vivons depuis quelques semaines une épreuve tragique en Europe. L'attaque massive des armées russes contre l'Ukraine, État pacifique, européen et indépendant, est sans précédent depuis 1945. Cette guerre aura des conséquences profondes et durables sur nos vies, nos économies, notre continent. Parce qu'elle remet en cause nos valeurs de liberté, de démocratie et de souveraineté, elle est une menace pour la sécurité de la France et de l'Europe.

Dans ce contexte dramatique, ma responsabilité comme Président de la République et Président du Conseil de l'Union Européenne est de consacrer toute mon énergie à rechercher une issue à ce conflit et à vous protéger en rendant la France et l'Europe plus fortes.

Mais ce retour brutal du tragique dans l'Histoire ne doit pas étouffer le nécessaire débat démocratique autour des visions et des propositions que permet l'élection présidentielle. J'irai à votre rencontre, défendre mon bilan et mon projet pour la Nation. C'est l'objet de ce document, nourri de cinq années avec vous. Tirer les leçons des crises inédites que nous avons traversées ensemble et de l'action que, malgré les circonstances, nous n'avons cessé de conduire. Projeter le pays vers l'avenir.

Trois engagements avaient rythmé ma campagne en 2017.

J'avais promis de libérer le pays de ses entraves, de permettre à l'esprit d'entreprise de s'épanouir. Grâce aux transformations menées, la France est devenue le pays le plus attractif d'Europe et le chômage est au plus bas depuis quinze ans. Grâce aux baisses et aux suppressions d'impôts (taxe d'habitation, impôt sur le revenu), le travail paie mieux.

Je m'étais engagé à vous protéger. Nous avons agi pour toutes les sécurités. Sécurité face aux fracas du monde avec le renforcement de nos armées et les avancées pour la défense européenne. Sécurité du quotidien avec la création de 10 000 postes de policiers et de gendarmes et l'organisation de notre État face au terrorisme. Sécurité face aux difficultés de l'existence avec l'augmentation du minimum vieillesse ou l'investissement pour accompagner les personnes en situation de handicap. Et à chaque fois que j'ai eu une décision à prendre pour faire face à la COVID, votre protection a été ma seule boussole : sauver des vies, préserver notre économie, soutenir les plus précaires.

Je m'étais engagé enfin à rassembler le pays. Même au plus fort de la pandémie, les Français, dans l'Hexagone, dans les Outre-mer et à l'étranger sont restés soudés ; la France est restée unie. Mais je suis lucide : cette unité est fragile. Des divisions demeurent, entre territoires, entre groupes sociaux, entre générations. Sans compter ces mouvements qui, faisant passer les identités devant la citoyenneté, les communautés devant la Nation, fragilisent ce que nous avons en commun.

Les crises que nous avons traversées ensemble ont rendu plus nécessaires encore les transformations que nous avons engagées ; elles appellent également de nouveaux efforts et de nouvelles ambitions pour que nous puissions vivre libres dans un monde qui change sous nos yeux. **C'est pour cela que je sollicite votre confiance pour un nouveau mandat de Président de la République : je suis candidat pour continuer à préparer l'avenir de notre pays et de nos enfants. Avec vous.**

Nous devons d'abord défendre nos valeurs au sein d'une Europe souveraine capable de peser sur le cours du monde. C'est la première raison de ma candidature.

Il nous faut aussi défricher de nouvelles frontières, prendre l'avant-garde dans les quelques secteurs clés qui feront demain. Tâche difficile en un moment où, j'en suis conscient, nous sortons de la COVID fatigués, éprouvés, où la guerre en Europe inquiète. Mais tâche nécessaire. La France en effet n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle se projette et qu'elle cultive le goût de l'avenir. C'est la deuxième raison de ma candidature : bâtir la France de nos enfants et de nos petits-enfants.

Dans le contexte imprévisible que nous traversons, présenter un catalogue infini de mesures ne serait pas crédible. Ce qui compte avant tout, c'est la vision pour le pays, la projection sur le temps long. C'est pourquoi ce que vous tenez entre les mains n'est pas un programme au sens classique du terme. Mais quelques engagements simples, trois pactes d'audace et d'espoir pour bâtir ensemble la France qui vient.

Je vous propose un nouveau contrat social en forme de pacte entre les générations. Pour que tous nos enfants aient les mêmes chances, nous donnerons la priorité à l'école. L'enseignement des savoirs fondamentaux sera étendu et renforcé. Pour mettre fin aux voies sans débouchés qui créent frustration et gaspillage des talents, les formations dans l'enseignement supérieur tiendront davantage compte des besoins de la Nation. Les professeurs, ainsi que les proviseurs, principaux et directeurs, seront plus libres et respectés. Pour nos aînés, nous ferons de la France la Nation du bien-vieillir, en permettant à chacun de vivre le grand âge sereinement, que ce soit à domicile ou dans des maisons de retraite plus humaines. Pour la santé de tous, nous poursuivrons nos efforts pour la prévention, la médecine de ville et l'hôpital, comme la lutte contre les « déserts médicaux ».

Je vous propose un pacte productif qui nous permette de gagner encore en force et en indépendance économiques. Cela passe par le travail de tous, en atteignant le plein emploi, en assurant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, en faisant en sorte que chacun travaille plus au cours de l'existence avec le recul de l'âge de la retraite. C'est ainsi que nous pourrions poursuivre les baisses d'impôts et financer notre modèle social. Cela passe par l'investissement dans la recherche et l'innovation. Nous mettrons les moyens nécessaires pour faire de la France un pays en tête pour le nucléaire, les batteries, l'hydrogène, les énergies renouvelables, l'avion bas carbone, le cyber, le métavers, l'agriculture du XXI^e siècle et les industries

créatives. Ces secteurs façonneront le monde de demain et feront de notre pays une grande Nation écologique, la première à sortir du pétrole, du gaz et du charbon.

Je vous propose enfin un pacte républicain renouvelé : faire Nation.

Dans notre pays, les droits ne sauraient aller sans devoirs. Il faudra, pour vivre durablement en France, maîtriser notre langue et connaître notre culture. L'engagement sous toutes ses formes sera davantage valorisé. Nos valeurs et nos lois ne sont pas négociables. L'État continuera d'agir pour faire reculer l'islam radical. Nous continuerons d'investir pour garantir le droit à la vie tranquille, avec davantage de policiers et de gendarmes sur la voie publique et davantage de magistrats pour accélérer la justice, dans nos quartiers comme dans nos campagnes. Notre souveraineté et notre démocratie ne sont pas négociables. Nous continuerons de renforcer notre défense et lancerons un grand plan de mobilisation civile. Nous cultiverons la fierté française avec l'organisation en 2024 des Jeux Olympiques et Paralympiques et la défense de notre exception culturelle.

Reprendre le contrôle de notre destin comme Nation et de nos vies comme citoyens : telle est l'ambition de ces trois pactes. Pour réussir, il nous faudra inventer une méthode démocratique nouvelle fondée sur la participation et le rassemblement. Rassemblement des forces politiques : c'est en dépassant les clivages que nous continuerons d'avancer. Rassemblement des Français : associations, syndicats, élus locaux, vous tous, chacun doit pouvoir prendre sa part, participer.

Quels que soient le lieu où vous habitez, le métier que vous exercez, votre histoire, le prénom que vous portez, la France a besoin de vous. Durant ces cinq années, je n'ai jamais perçu dans le pays la résignation, le renoncement sur lesquels certains prospèrent. Je vous ai toujours vu passionnés et volontaires, animés de la volonté de prendre part à cette belle aventure collective qui s'appelle la France. Je vous ai vu armés de l'esprit de résistance comme de l'esprit de conquête.

Oui, nous pouvons faire de ces temps de crises le point de départ d'une nouvelle époque française et européenne. Nous pouvons faire du prochain mandat cinq ans décisifs pour les cinquantes années à venir.

Avec vous. Pour vous. Pour nous tous.

Vive la République !

Vive la France !

A handwritten signature in blue ink that reads "Emmanuel Macron". The signature is written in a cursive style and is positioned above a horizontal line.



Depuis 2017, l'instruction dès 3 ans est devenue obligatoire et des centaines de milliers d'enfants de grande section, CP, CE1 ont bénéficié de la division par deux du nombre d'élèves par classe. Des écoles rurales ont été préservées et l'accent a été mis sur les fondamentaux : lire, écrire, compter. L'aide aux devoirs, les petits-déjeuners gratuits ont répondu à des inégalités criantes. La réforme du lycée et du baccalauréat a donné plus de choix aux élèves. Pendant la pandémie, la France a fait le choix fondamental de garder ses écoles ouvertes, plus que les autres grands pays, pour que nos enfants continuent d'apprendre et ne décrochent pas.

Mais cela ne suffit pas : notre système scolaire n'est plus ni à la hauteur de notre histoire ni des enjeux de notre futur. La réussite à l'école est encore trop liée à l'origine sociale.

En 40 ans, les enseignants ont subi un inacceptable déclasserement, et l'école ne rassure plus assez les parents. Pour former des citoyens, faire s'épanouir les enfants, préparer aux métiers de demain, il faut poursuivre la transformation de notre système scolaire, revaloriser les enseignants, donner toute leur place aux initiatives du terrain : nous le ferons avec une méthode nouvelle, en refondant l'école avec ceux qui la font vivre chaque jour, avec vous.

Pour nos enfants

Les fondamentaux

→ Augmenter les heures de français et de mathématiques en primaire et en 6^e et mettre les mathématiques dans le tronc commun du lycée.

Le bien-être

→ Plus de sport : 30 minutes par jour en primaire dès 2022, 2 heures en plus par semaine au collège.

→ Un contrôle parental des écrans des enfants systématiquement proposé à l'installation, afin de limiter leur accès aux réseaux sociaux.

→ Généralisation et renforcement des délégués « non au harcèlement scolaire » au collège et soutien aux plateformes 3018 et 3020.

→ Augmentation jusqu'à 35 heures du temps de travail des accompagnants des élèves en situation de handicap pour les revaloriser et mieux aider les enfants.

L'orientation

→ Connaître plus tôt pour mieux choisir plus tard : tous les enfants découvriront, de la 5^e à la 3^e, plusieurs métiers, dont les métiers techniques et manuels.

→ Faire du lycée professionnel une voie d'excellence, avec la méthode qui a réussi sur l'apprentissage. Les périodes passées en stage en entreprise augmenteront de 50%, et les jeunes seront rémunérés.

→ Rendre Parcoursup plus prévisible en donnant les résultats précis des années précédentes et en accompagnant mieux les familles.

→ Ouvrir toutes les places nécessaires dans les filières du supérieur qui correspondent aux besoins de la Nation, à commencer par les BTS, BUT, licences pro, et réguler les filières qui ne mènent pas assez à l'emploi.

À construire avec vous

Le chantier de l'école

Une conférence des parties prenantes, déclinée sur tout le territoire, afin de bâtir des solutions nouvelles.

→ Des objectifs clairs :

- Former mieux, et transmettre les savoirs fondamentaux, les principes de la République, les compétences nécessaires aux métiers de demain.
 - Donner les mêmes chances à tous : garantie du remplacement des enseignants absents, suivi personnalisé, poursuite des classes dédoublées.
 - Mieux reconnaître les enseignants.
- Des leviers à construire ensemble :
- La transparence sur tous les indicateurs de réussite éducative au niveau le plus local.
 - Plus de liberté pour les établissements dans leur organisation interne, pour le recrutement d'une partie de l'équipe pédagogique...
 - Un pacte proposé à tous les enseignants avec, pour ceux qui l'acceptent, de nouvelles missions et des rémunérations augmentées en conséquence.

LE PACTE ENTRE LES GÉNÉRATIONS



Depuis cinq ans, la logique a changé : le numerus clausus a été supprimé, de nombreux étudiants supplémentaires ont été accueillis en médecine, un investissement historique pour revaloriser les soignants et reconstruire l'hôpital a été réalisé. Le remboursement à 100% d'offres de lunettes, d'aides auditives et de prothèses dentaires a été mis en place, comme la contraception gratuite pour les femmes jusqu'à 25 ans, le doublement du nombre de maisons de santé, le remboursement de consultations chez les psychologues sur prescription médicale, la stratégie nationale contre l'endométriose... En 2022, un carnet de santé numérique sera accessible à tous.

Ces actions ont permis de remettre le système à flot, pas de régler des problèmes accumulés depuis des décennies.

La pandémie a montré le dévouement exceptionnel des soignants et a rappelé à quel point les principes fondamentaux du système de santé français, l'accessibilité et l'universalité, étaient essentiels. Il faut continuer à agir sur l'urgence et à apporter les transformations profondes nécessaires. Jusqu'à ce que la suppression du numerus clausus produise ses effets, nous allons devoir gérer la pénurie de médecins.

Nous pouvons garantir le meilleur accès aux soins pour tous, à une condition : construire les solutions avec les soignants et les patients, avec vous.

Pour notre santé

Donner la priorité à la prévention

- Pour les enfants, une détection précoce des écarts de développement (hyperactivité, dyslexie, obésité...) et un médecin traitant pour chacun.
- Aux âges clés (25, 45, 60 ans), un bilan de santé complet et gratuit.
- Pour les patients ayant une maladie chronique, un accompagnement personnalisé et connecté (ex. télésurveillance de la glycémie).
- Une politique ambitieuse pour la santé des femmes.
- Des plans de détection et de prévention relatifs à la santé mentale, à l'infertilité, à la drépanocytose...

Poursuivre le sauvetage de l'hôpital

- Un plan de recrutement d'infirmiers et d'aides-soignants.
- Rendre l'hôpital plus humain : moins de charges administratives pour les soignants, plus de responsabilités pour les paramédicaux et une place centrale des médecins dans la gouvernance.

Innovater

- Relocaliser en France la production de médicaments.
- Continuer à développer 20 biomédicaments et biotechnologies (notamment contre les cancers), des technologies nouvelles comme les exosquelettes.

À construire avec vous

Le chantier pour l'accès aux soins et contre les déserts médicaux

Lancement d'une conférence des parties prenantes (patients, professionnels et élus locaux) pour construire les solutions locales et nationales autour d'un objectif : assurer l'accès aux soins pour tous.

- Appuyer les médecins, avec des leviers à construire ensemble : assistants pour aider le médecin, possibilité pour les pharmaciens et infirmiers de réaliser davantage de prescriptions et d'actes de prévention...

- Un nouveau pacte entre l'hôpital et la médecine de ville, dont l'activité doit être mieux rémunérée :

- Articuler médecine de ville et hôpital, avec des leviers à construire ensemble : «hôpital hors les murs» (ex. médecins exerçant en ville mais salariés de l'hôpital), désengorgement des urgences par une participation plus large aux gardes, numéro unique pour un rendez-vous médical dans les 48 heures si besoin...
- Lutter contre les déserts médicaux, avec des leviers à construire ensemble : développement de la téléconsultation, permanences ponctuelles dans les territoires les moins dotés, régulation de l'installation...

Pour nos aînés

Depuis 2017, le minimum vieillesse a été augmenté de 100 euros par mois, les retraites des agriculteurs ont été revalorisées, le soutien aux aidants a été renforcé.

Des fondations pour l'avenir ont été jetées avec la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale pour financer l'autonomie des personnes âgées et en situation de handicap. Mais le défi du vieillissement est encore devant nous.



Bien vivre partout en France

Depuis 2017, des centaines de communes ont été aidées pour faire revivre leur centre-ville, les moyens dédiés à la rénovation urbaine ont plus que doublé, les petites lignes de train et les trains de nuit ont été relancés, la couverture numérique du territoire a massivement progressé, notre patrimoine a été mieux protégé. La vie quotidienne a été rendue

plus simple par le prélèvement à la source ou la création de plus de 2 000 maisons France services.

Essor du télétravail, volonté de perdre moins de temps dans les transports, hausse des prix de l'immobilier : il faut répondre aux nouveaux enjeux et aller plus loin.

Préparer la retraite

→ Rémunérer les volontaires proches de la retraite ou à la retraite qui souhaitent faire profiter la société de leur expérience (aide aux devoirs, au montage de projet, transmission des savoir-faire...) en créant un service d'appui de travailleurs seniors.

→ Proposer un cumul emploi-retraite plus simple et plus avantageux, pour ceux qui souhaitent travailler plus longtemps et effectuer une transition souple vers la retraite.

Bien vieillir

→ Augmenter la pension minimale à taux plein à 1100 euros par mois.

→ Pouvoir choisir de rester chez soi : un service du maintien à domicile avec un seul interlocuteur pour l'aidant ou la personne âgée pour organiser tous les services et une «Prime Adapt'» prenant en charge, selon les ressources, jusqu'à 70% des coûts des travaux d'adaptation (salle de bain, escaliers, etc.).

→ Plus de présence des aides à domicile auprès de nos aînés en instaurant 2 heures de convivialité par semaine pour réduire leur solitude tout en améliorant les conditions de travail des professionnels.

→ Recruter 50 000 infirmiers et aides-soignants supplémentaires en EHPAD d'ici 2027 (25% de plus qu'aujourd'hui). Les EHPAD devront donner un rôle plus important aux soignants, aux familles et aux résidents dans la gestion de l'établissement.

Plus d'humanité

→ Accompagner le deuil en simplifiant au maximum les démarches pour la famille.

→ Une fin de vie plus humaine : lancer une convention citoyenne qui associera citoyens, spécialistes de l'éthique, professionnels.

Mieux se loger

→ Étendre la caution publique pour les locataires afin de faciliter l'accès au logement tout en sanctionnant les mauvais payeurs.

→ Donner la responsabilité en matière de logement, et les financements qui vont avec, aux communes et aux intercommunalités.

Simplifier la vie

→ Réduire la pauvreté en versant automatiquement les aides (prime d'activité, allocations familiales, APL, RSA) à ceux qui y ont droit, pour éviter le non-recours et la fraude.

Ce sera la solidarité à la source après le prélèvement à la source.

→ Permettre à tous les couples vivant ensemble de réduire leurs impôts comme s'ils étaient mariés ou pacsés.

→ Un guichet unique pour toutes les démarches (CAF, papiers d'identité...) et un numéro unique avec une personne au bout du fil. Ce sera la fin du « tapez 1, tapez 2... ».

→ Achever la couverture numérique du territoire par la fibre d'ici 2025.

S'appuyer sur la force des territoires

→ Renforcer le réseau des sous-préfectures à travers la France et continuer le développement des maisons France services.

→ Multiplier les « tiers-lieux » (espaces de travail partagés, de production locale, de recyclage...).

→ Garantir l'accès à l'école : dans les quartiers et la ruralité, quand c'est nécessaire, nous renforcerons l'offre éducative après la classe.

→ Simplifier le mille-feuille territorial : les élus départementaux seront les mêmes que les élus régionaux, avec un seul « conseiller territorial ». Les compétences seront clarifiées : une mission, un responsable.



Depuis 2017, les résultats sont là. Il y a 5 ans, le chômage était vu comme une malédiction française. Aujourd'hui, malgré la crise, il est à son niveau le plus bas depuis 15 ans. Le taux de chômage des jeunes est au plus bas depuis 40 ans. L'apprentissage a plus que doublé et 3 millions de jeunes ont trouvé une formation ou un emploi grâce à «1 jeune 1 solution». La croissance retrouvée a permis de supprimer la taxe d'habitation (les 20% de Français qui la payent encore ne paieront plus rien en 2023), défiscaliser les heures supplémentaires, baisser les charges, augmenter la prime d'activité.

Il faut être clair. Si l'on veut financer les dépenses publiques essentielles et baisser les impôts, on doit continuer à travailler collectivement davantage. Nos actions ont payé, et le plein emploi est à portée de main. Allons, ensemble, au bout de ce qui fonctionne. En 2017, les entreprises ne pouvaient pas embaucher. Aujourd'hui, c'est l'inverse : trop d'emplois ne sont pas pourvus. La réforme des retraites a été interrompue par la crise sanitaire : nous en proposons une plus simple, pour assurer la pérennité du système de retraite pour toutes les générations.

Atteindre le plein emploi et mieux vivre de son travail

Mieux vivre de son travail

- **Tripler la prime dite «Macron»,** sans charges ni impôts.
- **Avoir obligatoirement un dispositif de partage des profits** (prime «Macron» ou participation ou intéressement) **dans les entreprises qui versent des dividendes.**
- **Baisser les charges pour les indépendants :** le revenu augmentera de 550 euros par an quand on gagne l'équivalent du SMIC.
- **Supprimer la «redevance télé» et garantir l'indépendance de l'audiovisuel public.**
- **Transmettre le fruit de son travail : aucun impôt sur les successions jusqu'à 150 000 € par enfant, aucun impôt jusqu'à 100 000 € transmis aux autres membres de la famille** (petits-enfants, neveux, nièces, etc.).

Des droits et devoirs renforcés

- **Le RSA conditionné à une activité effective qui permet l'insertion.**
- **L'assurance chômage plus stricte quand trop d'emplois sont non pourvus, plus généreuse quand le chômage est élevé.**
- **Pôle emploi transformé en «France Travail»** par la mise en commun des forces de l'État, des régions, des départements et des communes.

Travailler plus longtemps

Dès l'été 2022, proposer :

- **Le relèvement progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans.**
- **La juste prise en compte des cas d'incapacité, des carrières longues ou pénibles.**
- **La suppression des principaux régimes spéciaux (EDF, RATP...) pour les nouveaux entrants, comme nous l'avons fait pour la SNCF.**
- **Une mobilisation pour prévenir l'usure professionnelle et lutter contre le chômage des seniors.**
- **Une poursuite des concertations sur un régime universel plus simple, seulement pour les générations futures, en construisant les compromis nécessaires.**

Travailler mieux

- **Pouvoir travailler plus à certains moments et moins à d'autres, avec un «compte épargne-temps universel» pour monétiser ses RTT, jours de congés ou bien les mettre de côté et choisir, plus tard dans la vie, d'avoir plus de temps pour soi et ses proches.**
- **Pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle, avec la garantie d'une solution de garde accessible pour tout parent d'enfant de moins de trois ans.**

Si l'on regarde ce qui s'est passé depuis 2017, jamais autant n'a été fait pour l'environnement : arrêt des grands projets obsolètes comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou le centre commercial géant EuropaCity, fin des centrales au charbon et des permis d'exploration des hydrocarbures, développement de la rénovation énergétique avec 650 000 primes MaPrimeRénov rien qu'en 2021, plus de 1 million de primes à la conversion et bonus écologiques pour verdir le parc automobile, doublement de la surface cultivée en bio, fin du plastique à usage unique, accélération des énergies renouvelables, convention citoyenne pour le climat qui a débouché sur des solutions concrètes.

Mais si l'on regarde vers le futur, les choses ne vont pas assez loin. L'ampleur des changements est telle qu'il faut, pour aller plus vite, un grand mouvement pour la planète dans toute la société. Pour assurer notre souveraineté énergétique et lutter contre la pollution, il nous faut réduire notre dépendance aux énergies fossiles. Il nous faut continuer à agir contre l'effondrement de la biodiversité. Scientifiques, entreprises, État, collectivités, citoyens : nous avons tous notre rôle à jouer pour concilier environnement, progrès, justice et sobriété. C'est pourquoi il faut mettre en place une véritable planification écologique autour d'un agenda de solutions.

Planifier la transition écologique

La planification assumée

→ Poursuivre la construction de 6 premières centrales nucléaires nouvelle génération, la multiplication par 10 de notre puissance solaire et l'implantation de 50 parcs éoliens en mer d'ici 2050, et bâtir une filière française de production des énergies renouvelables.

→ Continuer à investir pour devenir leader de l'hydrogène vert, produire des millions de véhicules électriques et hybrides, et le premier avion bas carbone.

→ Faire dépendre obligatoirement la rémunération des dirigeants des grandes entreprises du respect des objectifs environnementaux et sociaux de l'entreprise.

→ Avoir une information claire dès l'achat sur l'impact environnemental des produits courants (cosmétique, vêtements...).

La planification accompagnée

→ Mise en œuvre d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe pour éviter la concurrence déloyale.

→ 700 000 logements par an rénovés avec des solutions proposées à tous les Français, dont certaines sans aucune avance de frais.

→ Une offre abordable de voitures électriques pour tous grâce à une filière 100% française.

→ Une planification déclinée dans chaque territoire, par les régions, départements, communes, pour des choix locaux sur la production d'énergie (solaire, éolien...) et la décarbonation.

→ Une planification déclinée dans chaque grand secteur économique, avec une négociation entre tous les acteurs pour déployer les solutions de décarbonation, coordonner les investissements, organiser la transformation des emplois...

→ Une action renforcée en faveur des territoires ultramarins pour faire face aux catastrophes naturelles et à la pollution environnementale (tremblements de terre, sargasses, chlordécone...).

Pour la nature et les animaux

→ Dépolluer les anciennes décharges.

→ Réduire massivement les exportations de déchets, en développant les filières industrielles françaises de recyclage.

→ Planter 140 millions d'arbres d'ici la fin de la décennie, soit 2 arbres par Français et investir dans la filière française du bois.

→ Protéger toujours mieux nos littoraux, montagnes, forêts et espaces naturels.

→ Mieux assurer le recueil des animaux de compagnie abandonnés.



Depuis 2017, le choix du soutien à nos entreprises et à leurs salariés, à nos entrepreneurs, à nos commerçants et artisans, a produit des résultats massifs. En réduisant les charges payées par les entreprises pour libérer l'emploi, en baissant la fiscalité pour libérer l'investissement, en soutenant les PME, la France a regagné en compétitivité, atteint une croissance élevée et amorcé la transition de son économie. Pour la première fois depuis 20 ans, les emplois industriels ont augmenté.

En matière de numérique, une étape décisive a été franchie : nous avons 3 « champions » en 2017, nous en avons plus de 25 aujourd'hui. Pour préserver la culture, nous avons soutenu massivement les artistes pendant la crise.

Mais dans la compétition internationale féroce, ne pas continuer d'avancer serait reculer. C'est dès maintenant que se joue la France de demain, nos emplois et nos salaires, notre indépendance.

Une France créative et productive

La réindustrialisation

→ Réduire les impôts de production qui pèsent sur l'industrie et l'agriculture, notamment en supprimant la CVAE pour toutes les entreprises.

→ Réviser la politique d'achat de l'État : l'objectif prioritaire sera d'acheter local, plutôt que d'acheter toujours moins cher, pour développer l'innovation et les filières françaises.

→ Continuer à soutenir des projets majeurs pour l'avenir : mini-lanceurs spatiaux, biomédicaments, réacteurs nucléaires de troisième et quatrième générations...

La 3^e révolution agricole

→ Une loi d'orientation et d'avenir pour assurer le renouvellement des générations, la formation et l'installation des jeunes agriculteurs.

→ Un investissement massif dans l'innovation : robotique, numérique, sélection variétale...

→ Un plan d'autonomie alimentaire dans chaque territoire ultramarin pour soutenir l'économie locale et lutter contre la vie chère.

L'ambition maritime

→ Une grande stratégie maritime pour notre pays, deuxième puissance du monde en la matière, construite avec tous les acteurs (pêcheurs, navigateurs, chercheurs, etc.).

La culture

→ Des nouvelles commandes publiques artistiques à travers la France pour soutenir les jeunes créateurs.

→ Un investissement pour construire des métavers européens et proposer des expériences en réalité virtuelle, autour de nos musées, de notre patrimoine et de nouvelles créations, en protégeant les droits d'auteur et droits voisins.

→ Une extension du pass Culture pour accéder plus jeune à la culture.

Le numérique

→ Généraliser l'enseignement du code informatique et des usages numériques à partir de la 5^e.

→ Transformer l'État par le numérique : « TousAntiCovid » a montré comment les procédures pouvaient ainsi être simplifiées.

→ 20 000 accompagnateurs pour aider les Français qui en ont besoin dans la maîtrise des outils numériques et leurs démarches quotidiennes.

Le dialogue social et les compétences

→ Poursuivre la modernisation du code du travail engagée avec les ordonnances de 2017.

→ Former, avant la fin de la décennie, 1 million de personnes aux métiers d'avenir (intelligence artificielle, énergie, transition écologique...) dont plus de 400 000 spécialistes informatiques.

Vivre en France, c'est vivre dans une Nation où, quelles que soient notre origine, notre religion, notre orientation sexuelle, notre apparence, nous sommes égaux en droit. Par-delà nos différences, nous sommes tous attachés à la culture française, à notre histoire, à notre art de vivre. Nous devons être prêts à nous engager pour notre pays. C'est ce qui fait que nous savons, collectivement, traverser les crises, en acceptant des efforts, parfois des sacrifices, pour le bien commun. C'est ce qui fait que notre pays a su par le passé intégrer des générations d'immigrés, qui ont appris à aimer sa culture, qui ont aidé à le construire et à le défendre.

Depuis 2017, c'est cette conception de la République que nous avons portée. Les frontières ont été renforcées, le droit d'asile respecté et l'immigration mieux maîtrisée. Le racisme et l'antisémitisme ont été fermement combattus et les moyens pour signaler les discriminations renforcés. La PMA a été ouverte à toutes les femmes et les « thérapies de conversion » pour les personnes LGBT+ interdites.

La République des droits et des devoirs

Mieux maîtriser l'immigration

- **Aller au bout de la réforme de Schengen** pour renforcer nos frontières européennes.
- **Créer une « force des frontières »** pour renforcer nos frontières nationales.
- **Poursuivre la refonte de l'organisation de l'asile et du droit au séjour** pour décider beaucoup plus rapidement qui est éligible et expulser plus efficacement ceux qui ne le sont pas.

Lutter contre les discriminations

- **Un « testing » de chaque entreprise de plus de 5 000 salariés** : les résultats seront rendus publics, les entreprises coupables poursuivies.
- **Une caution publique élargie pour les locataires** qui aidera à lutter contre les discriminations dans le logement.

Droits et devoirs de l'intégration

- **Titres de long séjour seulement pour ceux qui réussissent un examen de français et s'insèrent professionnellement.**
- **Expulsion des étrangers qui troublent l'ordre public.**
- **Accueil facilité des combattantes et combattants de la liberté.**

La citoyenneté active

- **Déployer le service national universel**, expérimenté depuis 2017, pour nos jeunes. **Pour ceux qui s'y engagent pleinement, le permis de conduire sera financé.**
- **Pour ceux qui s'engagent dans la durée comme réservistes, les études seront financées à hauteur de 2 500 euros par an pendant 5 ans.**

À construire avec vous

Le chantier de la démocratie

Chacun voit bien que les lois sont trop nombreuses, trop détaillées et trop lentement appliquées, que l'abstention devient massive, que le Parlement ne représente pas assez la diversité des sensibilités de la société et n'a pas suffisamment les moyens d'assurer son rôle de contrôle.

- **La réforme institutionnelle proposée en 2017 a été bloquée par les oppositions : nous changerons de méthode avec la mise en place d'une convention transpartisane afin de moderniser nos institutions, pour plus d'efficacité et de vitalité démocratique.**



Depuis 2017, l'État a reconstitué des forces indispensables. Il ne suffisait pas de déplorer l'insécurité, il fallait donner les moyens d'agir : 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires ont été recrutés, la construction de 15 000 places de prison lancée, les offensives contre les points de trafic de drogue renforcées, une amende contre le harcèlement de rue créée, les bracelets anti-rapprochement pour lutter contre les violences faites aux femmes déployés, et le budget de la justice a augmenté comme jamais depuis 20 ans.

Les principes de la laïcité ont été défendus contre tout ce qui les menace. Surtout, des moyens, là aussi sans précédent, ont été mis en œuvre pour agir sur le terrain contre les séparatismes, en particulier l'islam radical.

Il faut aller au bout de ce réarmement, juridique et matériel, pour faire respecter nos lois et nos valeurs par tous.

Nos valeurs et nos lois ne sont pas négociables

La sécurité du quotidien

- Achever le doublement de la présence des forces de l'ordre sur la voie publique et le déploiement de 200 nouvelles brigades pour plus de gendarmes en ruralité.
- Mettre en œuvre le doublement de la présence des forces de l'ordre dans les transports aux moments critiques et le triplement de l'amende contre le harcèlement de rue, pour la sécurité des femmes.
- Constituer une Force d'action républicaine (forces de sécurité, magistrats, équipes éducatives, etc.) pour rétablir en urgence l'ordre dans les quartiers en crise.
- Faciliter le dialogue entre police, gendarmerie et population sur les priorités de sécurité de proximité, notamment par messageries instantanées.

Des sanctions efficaces et rapides

- Pour les délits qui empoisonnent le quotidien, des amendes forfaitaires (comme c'est désormais le cas pour l'usage de cannabis ou l'occupation des halls d'immeuble), plutôt que des procédures longues. Elles pourront être prélevées directement sur les revenus.

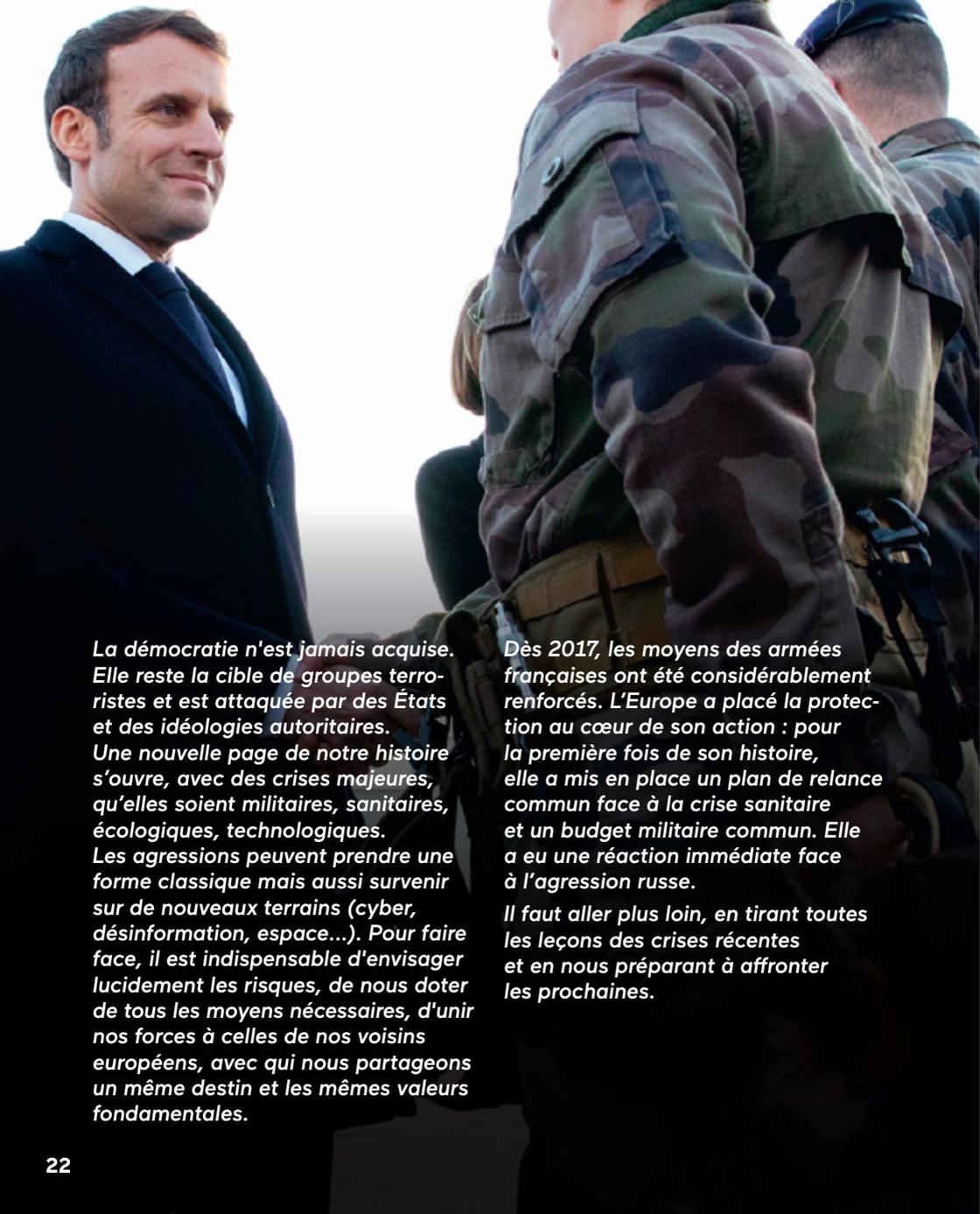
- Pour les mineurs délinquants, la possibilité d'un encadrement par des militaires.
- 8 500 magistrats et personnels de justice supplémentaires d'ici 2027.
- La possibilité de déposer plainte en ligne pour de nombreux délits (piratages de carte bancaire, vols...) sans plus avoir besoin d'aller au commissariat.
- Une privation de droits civiques pour ceux qui s'en prennent aux dépositaires de l'autorité publique.

Continuer à faire reculer l'islam radical

- Poursuite de la fermeture des associations et des mosquées radicales, des écoles clandestines, de l'expulsion de prêcheurs radicalisés, du contrôle des financements étrangers.

La cybercriminalité, grande menace de notre temps

- Un filtre anti-arnaques avertira en temps réel tous les usagers d'Internet avant qu'ils ne se rendent sur un site potentiellement piégé.
- Mise en œuvre du recrutement de 1 500 cyberpatrouilleurs.
- Mise en place d'un numéro joignable en permanence pour être conseillé et accompagné.



La démocratie n'est jamais acquise. Elle reste la cible de groupes terroristes et est attaquée par des États et des idéologies autoritaires. Une nouvelle page de notre histoire s'ouvre, avec des crises majeures, qu'elles soient militaires, sanitaires, écologiques, technologiques. Les agressions peuvent prendre une forme classique mais aussi survenir sur de nouveaux terrains (cyber, désinformation, espace...). Pour faire face, il est indispensable d'envisager lucidement les risques, de nous doter de tous les moyens nécessaires, d'unir nos forces à celles de nos voisins européens, avec qui nous partageons un même destin et les mêmes valeurs fondamentales.

Dès 2017, les moyens des armées françaises ont été considérablement renforcés. L'Europe a placé la protection au cœur de son action : pour la première fois de son histoire, elle a mis en place un plan de relance commun face à la crise sanitaire et un budget militaire commun. Elle a eu une réaction immédiate face à l'agression russe.

Il faut aller plus loin, en tirant toutes les leçons des crises récentes et en nous préparant à affronter les prochaines.

La démocratie et notre souveraineté ne sont pas négociables

Continuer à renforcer notre armée

→ Poursuite de l'objectif de 2% de notre PIB en dépenses militaires.

→ D'ici 2030, nos armées entièrement modernisées avec, entre autres, la livraison de plus de 60 chasseurs Rafale supplémentaires, 5 nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque, 1 250 nouveaux véhicules blindés polyvalents.

→ Face aux nouvelles menaces sur tous les terrains (terre, air, mer, espace, cyber), des innovations de rupture : armes électromagnétiques, camouflage optique pour les véhicules de combat, drones sous-marins, missiles hypersoniques, nanosatellites de surveillance spatiale...

→ Doublement du nombre de réservistes opérationnels dans nos armées d'ici 2027.

Rendre notre société plus résiliente

→ Un plan de mobilisation civile pour renforcer notre résilience en préparant en profondeur l'État aux crises, en relocalisant les filières essentielles, en renforçant les stocks stratégiques, en recensant les compétences des Français volontaires pour être mobilisés en cas de crise grave et les capacités des entreprises clés.

→ Une augmentation des moyens de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information pour renforcer la capacité de lutte et de soutien cyber aux entreprises françaises.

→ Le lancement d'États généraux pour le droit à l'information, afin de lutter contre toutes les tentatives d'ingérence et donner aux journalistes le meilleur cadre pour remplir leur mission essentielle, en associant les citoyens.

Assurer la puissance de l'Europe

→ Assurer son autonomie énergétique, en accélérant la décarbonation et le déploiement des énergies propres pour réduire sa dépendance au charbon, au gaz, au pétrole importés.

→ Assurer son autonomie technologique, en investissant pour développer ses champions, en se protégeant dans les domaines les plus stratégiques, en se dotant des infrastructures essentielles, comme un « cloud » et une constellation de satellites.

→ Assurer son autonomie stratégique, par la définition d'une doctrine commune, un renforcement considérable des capacités des armées européennes et de leur coordination.



« Ensemble, nous pouvons
faire des 10 et 24 avril
le point de départ d'une
nouvelle époque française
et européenne. »

Emmanuel Macron

Vacances scolaires :
êtes-vous disponibles pour
voter les 10 et 24 avril ?

→ Oui : prenez une procuration
pour un proche.
→ Non : faites une procuration !

procurations.avecvous.fr

Découvrez le projet
d'Emmanuel Macron
sur avecvous.fr

  @avecvousfr  @avecvous

Soyez les premiers
informés de l'actualité
de la campagne

Scannez le QR code
pour vous inscrire

